



**Emmanuel Letourneux**

## **DANS LA VILLE DÉCONCERTÉE**

### **POINTS DE VUE DE JEUNES PROFESSIONNELS DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION**

**A**u début de l'année 2002, le PUCA me demandait d'interroger une douzaine de jeunes professionnels, travaillant à un titre ou à un autre au devenir de nos villes. Ils ont donc été invités à s'exprimer au printemps sur les aspects les plus divers de leurs pratiques, de leurs expériences, et de leurs attentes. Je ne suis ni chercheur, ni urbaniste, mais créateur et producteur de dispositifs interactifs et théâtraux qui ont pour cadre l'espace public. Me confier cette enquête révélait un désir de dévoilement : y a-t-il une étrangeté générationnelle telle qu'on ait besoin du détour d'un autre regard ?

J'ai trente six ans, et ce qui est certain, c'est que notre génération a abordé la vie professionnelle (et la certitude de devoir par nos actes, laisser des traces que l'avenir jugera), avec inquiétude. Car à vrai dire, ce monde nous a-t-il accueillis ? Nous avons été bercés par les crises et les doutes de la modernité : pas de progrès, pas de travail, pas de perspective, et on a même cherché à nous faire croire successivement à la fin des idéologies, puis à celle de l'histoire. Horizon bien inhospitalier, quand on a vingt ou trente ans.

Ainsi, les récits collectés commencent souvent par une évocation de ce difficile accueil : peut-on en effet imaginer une ville accueillante si l'on n'a pas l'impression d'y être soi-même accueilli ? Et pourtant, les jeunes professionnels interrogés témoignent, ou rêvent, d'une ville accueillante, ouverte, à la fois humaine et attentive aux territoires, une ville concrète et immatérielle, mais délimitée. Car l'accueil, comme toute question désormais, est replacé avec attention et pragmatisme dans des contextes, des environnements, dans des réseaux et des médiations. Nous savons qu'il est l'affaire de tous, et qu'on ne rend pas la ville accueillante d'un trait de plume. Pour s'ouvrir, la ville doit d'abord être ré-humanisée, concertée, réappropriée, puis soumise à l'usage.

#### **LEGS : (les jambes en anglais, héritage en français)**

Être jeune et professionnel, c'est aborder en terre sociale étrangère, avec un fort désir d'intégration : on n'est jamais très loin de la porte, et l'accueil compte. Par rapport à la ville et à ses opérateurs, la jeunesse incline donc naturellement plutôt du côté de l'autre, que de celui

du même. Ainsi, l'architecte et urbaniste Djamel Klouche se sent proche de l'Asie où il trouve « une densité de relations entre les personnes, une force de la prospective, d'aller de l'avant, qu'on retrouve plus difficilement en France, où on est un peu verrouillés. On le voit dans notre métier : on commence à être un peu connus, on se retrouve souvent, dans les concours, face à des seniors. Et c'est vrai qu'on prend des positions presque radicales pour essayer de déjouer cette fermeture tout en restant crédibles et réalistes. On a un positionnement bizarre parce que quand tu vieillis, tu t'adaptes à ce cloisonnement pour gagner tes concours. Parfois, ça ne marche pas, mais très souvent, une écoute existe. Le potentiel pour le décroisonnement existe, pourtant on n'arrive pas au bout, à un moment ça bloque. Il suffit de peu, il faudrait pousser ce décroisonnement ». Cette impression d'enfermement, issue de la volonté d'une approche décroisonnée devient sentiment d'étrangeté chez Nicolas Favet, jeune architecte de retour dans notre pays après des années de pratique professionnelle en Finlande. Constatant que les moins de trente cinq ans font moins de 3 % du chiffre d'affaire de l'architecture en France, il s'insurge, contre les pouvoirs publics, la recherche, le rattachement de l'architecture au ministère de la Culture : « Si à titre professionnel on fait le choix de l'action, de mettre la main à la pâte, de ne pas être salarié en agence, de construire, d'apprendre, d'être dans la rue et de discuter avec les gens, les maîtres d'ouvrage, c'est rejeté par les fonctionnaires du Ministère de la culture. C'est une énorme perversion ».

La ville française serait-elle donc inhospitalière à ceux qui peuvent la faire changer ? Difficile, en tout cas, de s'y sentir accueilli, tant l'héritage est complexe et contradictoire. D'où ce désenchantement face à leur capacité d'intervenir sur l'existant, perceptible chez la quasi-totalité des professionnels interrogés.

Il faut bien reconnaître, au demeurant, que nos villes sont en crise : critiquées dans leurs formes, elles sont aussi perçues comme insécures, peu praticables, et socialement incohérentes. Entrepreneur à Nantes, Dominique Dubois témoigne d'abord d'un ras le bol immense face au vandalisme et aux incivilités dont il se sent victime dans sa ville. Mais il dresse ensuite la longue liste des erreurs d'aménagements passées et présentes, et

des incohérences administratives ou politiques auxquelles il se heurte dans son travail. Une ville imparfaite donc, et qui perd à la comparaison : « Ce qui m'attriste en France, c'est qu'on aurait besoin de leçons pour vivre ensemble. D'un côté on a des villes conviviales comme Paris ou les grandes villes, qui sont des centres de grouillement où on vient de partout. De l'autre côté, quand on voit la culture du logement, individuel en particulier... On critique les Américains, mais on est bien pire, en tout ! Je n'ai jamais vu de centres commerciaux aussi gros qu'en France », constate Nicolas Favet.

À force d'ambiguïtés, l'héritage devient parfois strictement incompréhensible. Chercheur, et enseignant en école d'architecture, Jean Louis Violeau souligne, déconcerté, que « L'Espace public n'est plus public dans le sens où il n'attire plus les gens qui y habitent. Ils brûlent les voitures de leurs voisins ». Une incompréhension telle que « c'est innommable. Pour les jeunes et pour les vieux, c'est innommable cette ville ». Plus qu'un havre hospitalier, la ville d'aujourd'hui est, jusque dans ses formes, une étrangeté pétrie d'adversité, qui suscite des attentes, des espoirs, mais, sur les onze professionnels consultés, jamais le moindre espoir d'une solution miracle, ni même finalement son ambition.

### Un « il » qui est responsable de tout

L'autre, ce n'est pas tel ou tel, pas d'abord l'étranger, le marginal ou l'handicapé, mais bien la ville elle-même, devenue oppressante face aux individus dessaisis. Acceptée et désirée par tous, la démocratie pose pourtant des problèmes à chacun, et les témoignages abondent qui cherchent à définir ce rejet. Pour Yann Thomas, coordinateur jeunesse-quartiers à la mairie de La Rochelle, « il y a un brouillard dans cette relation avec l'institution. On a tellement fait de proximité que les gens se déplacent de moins en moins », d'autant plus que « les élus, les responsables sont des gens à double face ». Cependant, dans cette panne démocratique, les responsabilités sont partagées, car c'est souvent d'un regard myope que les

citoyens regardent les élus et les dispositifs institutionnels. Ainsi que le souligne Anne Vauvray, architecte chargée de maîtrise d'ouvrage auprès de l'office HLM de Saint-Denis, « il y a énormément de dispositifs citoyens et de démocratie participative qui sont complètement hermétiques aux habitants. Je les ai découverts du côté professionnel, et je m'en suis saisie après en tant qu'habitante... Il y a des démarches quartier, des « bonjour voisin », des débats divers et variés qui existent sur la ville, mais dont on ne saisit pas l'existence quand on est... même pas spectateur, quand on est travailleur, ailleurs... ». D'où vient cette impression d'impuissance citoyenne, ce sentiment que les choses sont bidon, déjà décidées, pour des raisons de politique électorale ? « Pour les habitants, c'est vraiment complètement obscur. Il y a en face un « il » qui est responsable de tout, du balayage devant l'immeuble, de l'ascenseur qui ne marche pas, des embouteillages au marché et de la file d'attente pour avoir la carte d'identité à la mairie. Tout ça représente la puissance publique ».

Comment comprendre cependant que du point de vue de l'accueil, et aux yeux même de ceux qui font la ville (les professionnels interrogés), leurs représentants, leurs pairs, leurs interlocuteurs habituels dans la ville existante soient à tel point disqualifiés, ou pour le moins privés de représentativité ? Comme le résume Jean Louis Violeau dans des termes qui connotent sa volonté de se rattacher à du politiquement connu : « la ville pour tous est un vœu pieux s'il n'y a pas en amont une modification des rapports sociaux ».

### Pour des villes universelles

Ce sentiment désarmant d'adversité n'empêche pas que dans leur vie personnelle, tous les jeunes professionnels interrogés, vivent et désirent continuer à vivre en milieu urbain. De façon assez ambivalente, les arguments avancés mettent en avant l'autre comme acteur, car la ville accueille les aspirations les plus étranges et représente un réservoir de diversités, de richesses, de mixité qui laisse la place à l'espoir et à la découverte. Tout comme François Clanché, administrateur à l'INSEE, Stéphanie Lamarche revendique cette mixité sociale : « Je suis favorable à la loi SRU qui permet à chaque commune d'accueillir un certain nombre de personnes défavorisées. Je suis pour la mixité des populations dans un même quartier ». Maître d'ouvrage social à Roubaix-Habitat, elle souligne aussi le caractère protecteur de la ville dense, comme lieu d'accueil et d'intégration.

Dans un style très différent, Alice Tricon, architecte et paysagiste parisienne, décrit une ville organique et auto-organisante, où l'on se perd. Proche d'une poétique de la ville à la Pierre Sansot, et faisant référence au travail d'Alexandre Chemetov sur l'île de Nantes, elle définit la ville comme corps : une unité qui demande à prendre corps, et à laquelle chacun doit « donner sens, et tisser quelque chose, coudre ».



10 Août  
© Eux et elles

Fortement territorialisée, la ville selon Anne Vauvray, ne peut cependant s'organiser ni sur une uniformité architecturale et urbaine, ni en ghettos communautaires. Elle doit être constituée de sites qui ont des proportions et une diversité égales à celles de la société (sur le plan financier, social, familial...), pour permettre au parcours résidentiel de se faire sur le lieu même.

Entre grouillement, diversité, cohésion, et respect du contexte humain et naturel, la ville accueillante est donc désirable et vivante quoique menacée dans son ouverture, par cette ouverture même. Car à en croire Yann Thomas : « J'espère qu'en 2020, les quartiers seront toujours les quartiers. J'espère qu'ils penseront à ça : il faut qu'ils fassent des quartiers des territoires ouverts sur le monde, qu'ils fassent attention à intégrer le pont ou la route pour que ça ne devienne pas des frontières ».

### Individus et territoires : Tisser des liens

Pris entre crise de la représentation démocratique, de la cohésion sociale et repli individualiste, les opérateurs de la ville contemporaine doivent en effet entériner ses difficultés pour être à même, modestement, de retisser ou d'identifier des liens. Mais la connaissance de l'obstacle dicte des solutions, analyse Stéphanie Lamarche. « L'insécurité, par exemple, nous rend moins tolérants, la vie communautaire ne nous pousse pas toujours à vivre bien en communauté. Les difficultés de chacun peuvent entraîner des problèmes de communication entre les habitants d'une même rue ou d'un même immeuble. Les gens sont de plus en plus individualistes ; ils se renferment chez eux devant la télé et n'ont plus le désir de partager des choses ensemble. L'architecture des immeubles joue beaucoup sur la bonne communication entre les locataires. La présence de coursives, par exemple, est un atout pour la convivialité entre voisins ». Cette articulation entre individualisme, et mise en commun, cette question de la relation qui unit les individus, se cristallise autour du débat sur les logements collectifs, car l'individualisme actuel, dont le paradigme est l'engouement pour la maison individuelle, est partout vécu comme un appauvrissement. Pour Stéphanie Lamarche, la ville dense s'oppose ainsi à l'étalement résidentiel, vécu comme une aggravation du vide démocratique, et une pollution environnementale. Anne Vauvray, Djamel Klouche, Nicolas Favet et Jean Louis Violeau offrent eux aussi un véritable plaidoyer en faveur de l'habitat collectif, que résume bien la formule de Yann Thomas : « Pour quelqu'un qui a été élevé dans la richesse des quartiers, il s'est réveillé très pauvre dans sa maison (dans le bloc, les enfants jouent le soir). Tu n'as pas trop d'organisation possible, tu vis seul. En fait, le nom l'indique : pavillon individuel ». D'un côté donc, on a une attention aux unités discrètes, et à leur cohérence territoriale et humaine ; de l'autre, un désir de retissage. Mais du côté de la mise en réseau, avec le paradoxe de la dématérialisation, le raisonnement ne va pas toujours

dans le sens de l'accueil. Arnaud Pautigny, aménageur foncier, imagine ainsi une ville réseau, tissée de connexions ; une ville humaine libérale, fonctionnelle et nébuleuse, mais sans cohérence spatiale.

La ville accueillante supposerait que chacun puisse être attentif à recoudre ce qui peut l'être, de façon pragmatique, en tenant compte de l'état réel, et de la dynamique de l'existant. Mais la ville est vivante : difficile de la retisser sans la blesser.

### Couture(s) 1 : Déconcertante concertation

Entre étrangeté ressentie et héritage inhospitalier, entre expérience et désir d'une ville ouverte, entre le local et le global, l'échelle de l'individu et celle des relations, se dessine donc l'image d'une ville accueillante à reconquérir avec attention. « Faire la ville, vivre la ville, c'est un peu décloisonner, travailler sur le décloisonnement et sur une certaine frivolité » pose Djamel Klouche, qui ajoute aussitôt, comme une profession de foi « c'est traiter de la singularité quelconque. C'est singulier, spécifique, c'est quelque chose de nouveau et de différent, mais en même temps il est quelconque, il ne fait pas de cette singularité une carte de visite. Pour moi la ville devrait être ça, et j'essaie de vivre comme ça, d'avoir ma singularité qui ne soit pas saillante. Qu'elle reste une sorte de réel, une sorte de rien ». Un travail considérable peut donc être fait, et une ambition personnelle s'exprimer, au nom d'un effort d'effacement et d'une soumission à la complexité de l'existant.

Dans cette perspective, et au niveau des idées, le renouvellement urbain, et les dispositifs de concertation qui accompagnent la loi SRU font l'unanimité. Mais ce chœur est toujours désabusé. À propos d'un projet dans la cité des Courtilières à Pantin, Djamel Klouche rappelle avec insistance les difficultés institutionnelles inhérentes à leur mise en œuvre : « On a une position radicale où on dit « il ne faut rien démolir ». Pour moi c'est presque un patrimoine. Notre idée c'est de dire on le garde et les gens sont capables d'habiter dedans. C'est normal que ça craigne aujourd'hui, ça fait trente ans qu'ils n'ont pas sorti un pinceau. [...] Je pense fondamentalement que les gens sont capables de vivre la ville vachement bien. Aujourd'hui, c'est toujours ce fameux poids des institutions qui font que la ville exclut [...] elles sont constituantes de ce cloisonnement, de cette fragmentation, sans nécessairement le vouloir. Les gens ne sont que manipulés par ces institutions ». Yann Thomas, Anne Vauvray le confirment, et insistent sur le désengagement symétrique des habitants.

### Couture(s) 2 : Ménager les frontières

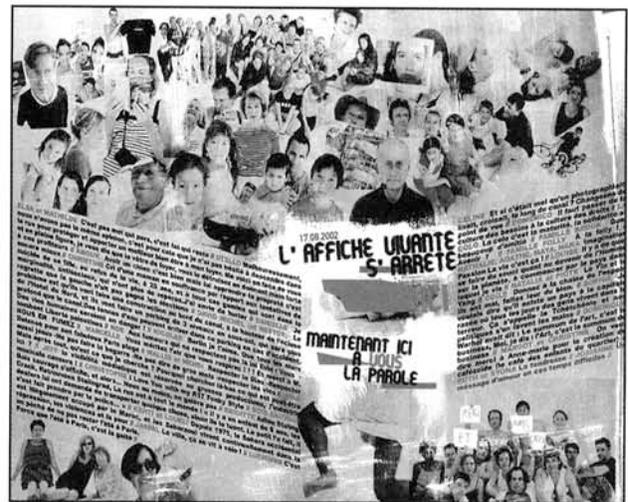
Au niveau des formes, même avec de complexité, doublé de l'impression qu'un gain chasse trop souvent l'autre. Alors, comment réconcilier les acteurs de la ville ? Accueillir, c'est faire la place. Ainsi, une politique de

transports en commun n'est, selon François Clanché, pas efficace si elle laisse la « circulation douce en situation de résidu par rapport au reste ». Impossible donc d'accueillir tout et son contraire sans ménager des choix. Comme l'indique, avec une pointe de regret sur la fin, Stéphanie Lamarche : « La ville est accessible, il y a le métro avec des ascenseurs à chaque station (pour les handicapés ou les personnes âgées par exemple). Les trams ont progressé aussi, les trottoirs ont subi des changements... Mais Roubaix est une ville complexe avec une infrastructure délicate. Il n'y a pas que les handicaps physiques mais aussi les handicaps sociaux : depuis longtemps, Roubaix a toujours accueilli les plus démunis. Aujourd'hui, pour pouvoir être efficace pour tous, elle se doit d'être un peu moins accueillante, hospitalière. Il faut dire aussi que c'est une ville importatrice de travailleurs dont le pouvoir d'achat, malheureusement, ne sert pas la ville. C'est pour cela que nous essayons de mieux valoriser les habitants de Roubaix et d'être un peu moins responsables des autres ».

Cette approche pragmatique et sensible, cette idée de sacrifices acceptables que tous manifestent implique nécessairement une critique des systèmes formels ou théoriques, au nom de l'humilité face à la force des faits. Idéologiquement, et au regard de l'histoire, cette attitude a un coût certain. Ainsi, à propos de Saint-Denis, et du danger de l'enfermement résidentiel, Anne Vauvray concède que « dans les villes comme la nôtre, ils ont essayé d'avoir les idées des modernes de transparence, d'axes de vue, de rez-de-chaussée un peu libres. Mais ça n'a pas été accompagné par les évolutions de la société, et ça n'a pas été poussé à son extrême. On vit actuellement une période où les choses se referment. On remet des grilles, des clôtures... En même temps, on retrouve un parcellaire, une morphologie. En partant de grandes zones indifférenciées où on ne savait pas ce qui relevait du domaine public ou du chez soi, on est en train d'essayer de reconstruire une hiérarchie du public au privé, avec des avantages et des inconvénients. Ça va de l'enfermement crétin, avec multiplication des interphones, caméras, vigiles, à des choses où l'on essaie de travailler de manière un peu plus subtile et proche des préoccupations, du quotidien : on élargit le passage, on rend du chez soi à ceux qui en ont besoin, on redonne un vrai statut public à ce qui l'est et qui doit être entretenu par le public. Donc la résidentialisation n'est pas un enfermement ».

### Couture(s) 3 : L'usage... *mutatis mutandis*

« Pour moi, poursuit Anne Vauvray, la réponse c'est d'évoluer avec les gens. Évoluer avec les habitants, avec ceux qui sont là, évoluer avec ceux qui vont s'approprier l'espace. C'est la seule manière de garantir la pérennité et les potentialités d'évolution. Ce n'est pas en décrétant le développement durable, ce n'est pas en obligeant à faire des structures non porteuses. Enfin, c'est tout ça, et écouter les gens qui sont là, répondre à leurs besoins.



17 Août  
© Eux et elles

L'évolution n'est pas sciemment, scientifiquement, ni complètement donnée par les habitants, mais elle est en toile de fond, elle est en incubation, elle est là ».

Au-delà des règles peu praticables de la concertation, accueillir l'habitant dans les processus de décisions, et être accueilli par lui devient un enjeu central, un défi car comme le rappelle Djamel Klouche : « Quand on concerte comme ça, extrêmement localement, je trouve qu'on court-circuite toute une représentation collective de l'histoire des autres. Et ça, moi, je n'ai pas de solution... ». Comment, en effet, intégrer les individus aux processus urbains collectifs, sans prendre en compte le fonctionnement en réseau, l'ouverture indéterminée de ces villes paradoxales ? « Trop de proximité tue la proximité », pose clairement Yann Thomas. Et Djamel Klouche d'imaginer : « Ce qui me semblerait intéressant pour l'architecture de demain, un peu dans cette idée d'universalisme, de composite, d'organique, c'est : de quelle manière une architecture peut être fondée sur la question de l'usage mutant, et qui mute, et comment elle peut s'inscrire dans l'espace qu'elle met en place, dans la pérennité de l'usage ».

### Couture(s) 4 : La proximité paradoxale, ou comment s'inviter chez soi

Mais qu'est-ce que l'usage mutant ? Dispose-t-on d'indicateurs de la valeur d'usage d'un territoire, par opposition avec sa valeur faciale ? Évoquant une rencontre d'urbanistes à laquelle il était invité, Yann Thomas se souvient d'être intervenu dans ce sens : « Qu'ils interrogent les gens qui comme moi avaient l'objectif de sortir de ces cités là, parce que ça représentait quelque part la galère, et qu'ils leur demandent quel était leur objectif premier et central, c'est-à-dire avoir une petite maison à la campagne, et des enfants qui ne grandissent pas dans ce truc là, et qu'ils nous disent comment ils vivent leur logement maintenant. Comment ils voient la cité ». Élevé dans les quartiers, issu d'une famille de six enfants, il a vécu le désir impérieux de la fuite, pour protéger ses enfants, et il s'est

installé dans un petit pavillon, construit il y a vingt ans. Grâce à ce détour, il a porté sur son quartier d'enfance un regard neuf : « Ma vie est là bas. Ma maison, j'y suis pour dormir, mais ma vie elle est dans la ville, elle est dans les quartiers ». Après les années de formation, et des années en entreprise, il se réoriente pour « revenir dans le quartier en fait, comme éducateur sportif. Le message que j'avais, c'était de dire aux gens : ne vous tirez pas de votre quartier forcément, essayez d'y trouver votre place. Ça reste encore mon cheval de bataille, de faire que les jeunes soient écoutés, mais surtout entendus et compris. Et par rapport à tout. Tout l'existant. ». Ainsi, et ce témoignage répond en partie à l'observation de Djamel Klouche sur les limites de la concertation hyper locale, Yann Thomas ne s'est trouvé à même d'intervenir sur le devenir de son quartier qu'après un détour dépayçant. Paradoxe de la proximité qui fait qu'il se définit aujourd'hui, alors qu'il en est devenu un opérateur et un médiateur important, comme un « immigré » dans son quartier. Alors, la concertation ? Il manque une strate, observe-t-il, une instance de dialogue, à défaut de laquelle l'usage de la ville reste une aventure personnelle difficilement reproductible.

#### Couture(s) 5 : Récit d'opération (l'Affiche vivante)

Sur un terrain plus symbolique, j'ai moi-même consacré une grande partie de mon travail à lutter contre l'apathie spectaculaire, au sens strict, qui fait du citoyen des villes un spectateur, plus souvent enclin à s'identifier qu'à devenir acteur de la vie publique.

Ainsi, en août 2002, à l'invitation du festival *Paris Quartiers d'Été*, nous installons à Paris, sur le quai de la Loire, dans le quartier du bassin de la Villette, un dispositif monumental d'interaction publique : *l'Affiche vivante*. Le principe en est simple : nous ouvrons dans la rue, à l'abri et autour d'un autobus transformé, un studio photo numérique, une table de rédaction, un studio de création graphique, une imprimante A3 laser couleur, et un dispositif d'affichage mural acrobatique, couvrant une surface de 80m<sup>2</sup> par l'assemblage des 552 fragments A3 qui forment l'Affiche. Notre équipe comprend photographes, rédacteurs, graphistes, imprimeurs, et afficheurs : l'ensemble de la chaîne de production de ce média géant, est ainsi disponible, en direct, à même la rue, pour porter aux dimensions monumentales de l'Affiche Vivante, les projets des gens, habitants ou visiteurs, sans censure ni sélection. Nous nous définissons comme des Œuvriers pour des spectActeurs, et notre ambition est double : d'un côté, le média immédiat suscite une réflexion sur les représentations, l'identification, bref, le pouvoir de l'image et des médias (qui manipule qui, et comment ?). D'un autre côté, et parce que tout a lieu en direct, dans une sorte de continuum, un forum se crée où ceux qui s'exposent, ceux qui fabriquent l'affiche, et ceux qui la regardent sont réunis pour l'action en même temps et dans un même espace, et débattent d'une parole publique (celle qui



Site d'en face  
© Eux et elles

s'affiche). La démarche artistique est ici politique : il s'agit de donner du pouvoir aux gens. Or, dans ce contexte à la fois libre, symbolique, et très formel, je n'ai rencontré aucun des obstacles soulevés par mes interlocuteurs lors de nos entretiens du printemps. Bien au contraire, le projet s'est arraché de lui-même, par la seule force des spectActeurs au contexte artistique qui l'avait suscité, pour devenir tribune sociale et outil de concertation. Ce sont les gens, qui ont souhaité parler de leur quartier, de leurs problèmes avec la justice, de leurs attentes en matière de circulation, de pollution, de démocratie locale... Nous avons, pour notre plus grand bonheur, été assaillis par le désir de participation des gens.

Alors, pourquoi ce qui échoue ici dans un contexte lourd (la participation à la vie de l'espace public, la concertation), réussit-il là dans un cadre plus libre ? Ce qui est à peu près certain, c'est que notre liberté d'artistes nous a permis de donner vraiment du pouvoir aux gens. Par le gigantisme de l'affiche (la plus grande de Paris), par le fort relais des médias, nous avons porté le débat des habitants à la connaissance du public, et nous leur avons permis d'interpeller avec force leurs élus.

Ainsi, né d'un désir d'agir sur les perceptions, ce projet intéresse aujourd'hui des maîtres d'ouvrages urbains, dans le cadre de projets de renouvellement impliquant concertation.

Je dois cependant reconnaître que, même dans le champ culturel, souvent jugé un peu futile, le désir d'une participation des acteurs aux décisions est souvent apprécié, aussi longtemps qu'il ne met pas en cause le pouvoir des représentants. Un projet comme *l'Affiche vivante* révèle ce potentiel et ses limites : il attire d'abord de nombreux élus, mais n'intéresse finalement que les plus courageux.

#### Pour finir, qui accueille qui ? (Urbanités)

En dépit de compétences éprouvées, malgré leur position sociale de responsabilité, et leur capacité d'agir sur le devenir urbain, aucun, parmi les jeunes

professionnels interrogés, n'a abordé la question de l'accueil du point de vue strict de l'hôte, comme sujets, mais toujours aussi en tant qu'objets, confrontés à une complexité inhospitalière. Bannies, les certitudes historiques ou techniques qui fondaient l'arrogance des modernes : leur savoir faire ne donne lieu à aucune expertise unilatérale, mais à un fort désir d'effacement, dans l'échange participatif. À les entendre, et en dépit de la diversité de leurs opinions et de leurs pratiques, il semble que, loin des formes et des techniques, le noyau de la question des capacités d'accueil de la ville soit aujourd'hui directement rattaché à la question de la démocratie, et aux travers de la représentation. Or ces aspects du devenir urbain réclament, nous l'avons vu, des moyens importants, sur le plan de la recherche (il faut accumuler une connaissance approfondie et toujours

actualisée de l'existant), de l'animation (Pas de concertation efficace sans animation), et une profonde modification de l'idée même d'expertise et de pouvoir politique.

Déconcertante participation où l'on ne devient expert qu'au prix du dépaysement, ou de l'effacement. Accueillir le devenir est une attente, une interrogation sans réponse actuelle, une angoisse. Et Yann Thomas de conclure, avec émotion : « Il faut surtout comprendre que... il y a des gens qui décident, très peu, qui sont placés en haut, qui décident à quelques-uns de ce que les gens d'en bas vivront, pendant quinze ou vingt ans quoi. Et alors là on pourrait... on pourrait peut-être commencer par là, en fait ».

Emmanuel Letourneux

**Emmanuel Letourneux**, après avoir enseigné l'esthétique théâtrale et la dramaturgie à l'université Paris X, s'oriente vers l'action et les échanges artistiques in situ. De Kinshasa à Glasgow, Alès ou Lille, les paysages urbains en sont l'environnement scénographique constant. Créateur de dispositifs interactifs, de spectacles de rue, et directeur artistique de manifestations culturelles publiques, il développe depuis 2001 un projet de création politique participative : les médias immédiats, dont l'Affiche Vivante, créée dans le cadre du festival Paris Quartier d'Été en août 2002 est la plus récente expression.  
<ee2@club-internet.fr>